

## Les deux camps ordonnent une trêve au Soudan du Sud

@rib News, 12/07/2016 - Source Reuters Le président sud-soudanais, Salva Kiir, et son vice-président et grand rival politique Riek Machar ont chacun ordonné lundi à leurs troupes de cesser le feu, au terme de plusieurs journées de violents combats condamnés par les Etats-Unis. Les combats, qui ont fait plusieurs centaines de morts, menacent de faire retomber le pays dans la guerre civile. Ils ont commencé jeudi dernier dans la capitale Juba alors que ce jeune pays se préparait à fêter son cinquième anniversaire.

Kiir et Machar se sont parlés au téléphone lundi, a déclaré le porte-parole de la présidence, Ateny Wek, alors que la journée a été l'une des plus violentes depuis la reprise des combats, avec engagement de blindés et d'hélicoptères. "Tous les commandants des forces ont pour consigne de cesser les hostilités et de se soumettre aux ordres, de contrôler leurs troupes", a déclaré le porte-parole. "Le président Salva Kiir est déterminé à poursuivre son partenariat avec Riek Machar. Le vice-président a répondu en ordonnant à ses troupes de se retirer. "Le président a déclaré un cessez-le-feu unilatéral. Je veux rendre la pareille en déclarant un cessez-le-feu unilatéral", a déclaré par la suite Riek Machar à la radio. On ignore pour l'instant quel est l'objectif de ceux qui combattent et dans quelle mesure Kiir et Machar ont le contrôle de leurs forces. On ne dispose pas non plus de bilan exact des victimes mais au moins cinq soldats sont morts jeudi et, selon une source au ministère sud-soudanais de la Santé, 272 personnes, dont 33 civils, ont été tuées durant la seule journée de vendredi. "VIOLENCE INSENSÉE" Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a appelé lundi le Conseil de sécurité à imposer au Soudan du Sud un embargo sur les armes et à des sanctions contre les dirigeants et les chefs militaires qui empêchent la mise en œuvre de l'accord de paix d'août 2015. Selon la Mission des Nations unies au Soudan (Minuss), des tirs ont été entendus lundi dans le quartier de Jebel à Juba ainsi qu'autour d'une base onusienne proche de l'aéroport. La Minuss a fait état de huit morts et de 67 blessés dans les changes de tirs qui ont touché ses sites. Deux casques bleus chinois ont été tués, a déclaré le ministre chinois des Affaires étrangères. L'un d'eux est mort ce week-end et l'autre est décédé par la suite de ses blessures. Illustrant l'anarchie qui règne dans les rues de Juba, un habitant a dit avoir vu des policiers en train d'essayer de piller une boutique de son quartier. D'autres habitants avaient fait état de scènes analogues dimanche. A Paris, le ministre des Affaires étrangères a exprimé l'extrême préoccupation de la France face à cette reprise des violences qui "n'est pas acceptable". Un cellule travaillant en collaboration étroite avec l'ambassade de France à Juba a été ouverte afin notamment de faciliter, en concertation avec d'autres pays européens, le départ des ressortissants français qui le souhaiteraient. Le département d'Etat américain a lui aussi annoncé être en train d'organiser le départ de son personnel. La conseillère à la sécurité nationale de la Maison blanche, Susan Rice, a fait savoir lundi que ceux qui ont commis des atrocités ou empêché les efforts visant à l'arrêt des combats seraient considérés par les Etats-Unis comme "totalement responsables". "Nous appelons ceux qui combattent à retourner dans leurs casernes. Cette violence insensée et inexcusable, engagée par ceux qui, une fois encore, mettent leur intérêt personnel au-dessus du bien-être de leur pays et de leur peuple, met en danger tout ce à quoi aspire le peuple du Sud Soudan ces cinq dernières années", a déclaré la conseillère à la sécurité. Le conflit, alimenté par les tensions entre Nuers et Dinkas, ethnies respectives de Riek Machar et de Salva Kiir, a éclaté en décembre 2013 quelques mois après le limogeage du premier par le second. Il a fait 50.000 morts selon l'Onu et 2,5 millions de déplacés, pour une population totale de 11 millions d'habitants. Un fragile accord de paix a été signé en août 2015, en vertu duquel Riek Machar est redevenu vice-président. Mais l'ancien chef rebelle n'est revenu qu'en avril dernier dans son pays, l'accord ayant été plusieurs fois mis à mal par la poursuite des combats.